

L'Irak, les chiites et l'avenir de la région

Le défi pour les USA consiste à réintégrer dans le système politique les sunnites, sans la participation desquels l'Irak risque de mériter à nouveau le surnom de l'ingouvernable.

Gilles Kepel

Lors de la guerre du printemps 2003 qui aboutit au renversement du régime de Saddam Hussein, les téléspectateurs du monde découvrirent avec étonnement que la majorité de la population irakienne était chiite – et que soudainement, vu de Washington, le chiisme apparaissait sous un jour plutôt positif. Cela contrastait fortement avec l'image exécrationnelle du chiisme qui s'était répandue en Occident après la révolution iranienne, les prises d'otages à l'ambassade américaine à Téhéran en 1979, et les attentats à travers le monde liés aux activités de l'ayatollah Khomeini et de ses séides. Plus encore, après le 11 septembre 2001, perpétré exclusivement par des islamistes radicaux sunnites, parmi lesquels 15 ressortissants saoudiens, l'image positive des régimes sunnites conservateurs de la péninsule arabique fut durablement entamée. L'histoire d'amour entre les Etats-Unis et la monarchie saoudienne – nouée par la rencontre entre le président Franklin D. Roosevelt et le roi Abd al Aziz Ibn Saoud le 14 février 1945, le jour de la Saint Valentin – au lendemain de Yalta, et basée sur l'approvisionnement pétrolier de l'Occident en échange de la protection militaire américaine à la dynastie, subit un dommage majeur, et Washington commença à chercher d'autres partenaires pétroliers dans la région – en complément du royaume saoudien, qui était devenu hégémonique. Face au 10 millions de barils par jour que représente la capacité saoudienne, les cinq millions de barils potentiels d'un Irak reconstruit ne peuvent laisser personne dans le monde indifférent.

Avant la prise du pouvoir par Khomeini à Téhéran en février 1979, le régime du chah avait servi de « gendarme du Golfe » à Washington. Même si le chah ne se réclamait pas d'une idéologie religieuse – à laquelle il préférait un nationalisme iranien exacerbé – son pays était sociologiquement chiite. Son armée pléthorique et très bien équipée en avions et blindés américains non seulement surveillait la frontière sud de l'Union soviétique de l'époque, mais aussi exerçait des opérations de contrôle dans la péninsule arabique – ainsi de l'écrasement de l'insurrection marxiste au Dhofar, dans le sultanat d'Oman, au début des années soixante-dix. Depuis que la république islamique d'Iran est devenue l'ennemie de Washington et de

l'Occident, puis après que le régime de Saddam Hussein – originellement aidé contre l'Iran khomeiniste, s'est retrouvé au banc des accusés après l'invasion du Koweït en 1990 – les USA ont dû s'appuyer exclusivement sur les régimes sunnites conservateurs de la péninsule – une situation dommageable surtout après le 11-S et les facteurs d'instabilité qui en sont résultés à l'intérieur de l'Arabie, où les salafistes-jihadistes radicaux disposaient de relais tant dans la société que dans certaines factions du pouvoir – comme l'ont montré les nombreux attentats perpétrés contre des étrangers jusqu'à cette année et les complicités dont les jihadistes ont bénéficié.

Les chiites, alliés par excellence

De la sorte, la réflexion des néo-conservateurs américains repense la place des chiites dans la stratégie de Washington dans cette région, principale pourvoyeuse de pétrole pour la planète. Opprimés par le régime sunnite de Saddam, les chiites d'Irak deviennent les alliés par excellence, ceux sur qui les USA vont s'appuyer. Ce changement de stratégie, qui s'emploie désormais à jouer la carte chiite, est dicté par un faisceau de considérations.

La première – paradoxale – est la similitude de destin que ressentent certains néo-conservateurs américains très marqués par la culture juive et les chiites : deux peuples opprimés au cours de l'histoire, écartés du pouvoir politique sauf exception, et qui ont dû leur résilience face aux vicissitudes à leurs hommes de religion, attachés à perpétuer l'identité communautaire à travers la Loi issue des livres sacrés. Rabbins d'un côté, ayatollahs de l'autre, ont été survalorisés – et cela a entraîné une grande révérence pour les idées dans chaque peuple. Lorsque la sécularisation les a touchés, au début du XX^e siècle, fils de rabbins comme d'ayatollahs ont rejoint en nombre les partis communistes dont ils se sont rapidement retrouvés les dirigeants. Au Proche-Orient, après la création d'Israël en 1948 et la disparition de la plupart des juifs des pays arabes, le seul pays où s'est développé un parti communiste de masse était l'Irak – parti dirigé par un *sayyed* chiite



De gauche à droite : une délégation loyale à Al Sadr – le chiite Sayyed Hazem al-Arajeh, directeur du bureau d'al-Sadr dans le district de Kazimyah de la capitale, Cheikh Abdul Hadi al-Darajah, représentant d'al-Sadr à Bagdad, et Cheikh Nasser al-Saadi, directeur des bureaux d'al-Sadr dans le district de Sadr City de la capitale – marchent avec le sunnite Cheikh Abdul Salam al-Kubaisi, membre du Comité d'Oulémas Sunnite (COS), après une réunion dans les quartiers généraux du COS, le 22 mai 2005. Ce jour-là, le mouvement du religieux radical al-Sadr a commencé une médiation face à la crise provoquée par les accusations de meurtre d'un religieux sunnite irakien contre les chiïtes au gouvernement. /AFP

te – un personnage appartenant à une famille de descendants du Prophète. Ce parti a ensuite été détruit par le ba'ath de Saddam, dirigé par les sunnites de la région de Tikrit, tribu du dictateur. Beaucoup de cadres sociologiquement chiïtes et idéologiquement communistes ont pris le chemin de l'exil, notamment en Grande-Bretagne puis aux USA, où ils ont délaissé le marxisme au profit d'un libéralisme anti-Saddam, qui les a rapprochés des visions du monde occidentales. Face à la montée de l'islamisme en milieu sunnite – dont le 11-S est le symptôme le plus frappant – ces libéraux chiïtes sont devenus des interlocuteurs de choix pour le projet d'un Grand Moyen Orient démocratique et pro-occidental porté par les cercles néo-conservateurs de l'administration de George W. Bush.

Par ailleurs, les chiïtes d'Irak, dans la vision stratégique américaine, ont une autre qualité : ils peuvent servir de force d'attraction, si tant est qu'ils deviennent les dirigeants demain d'un Irak démocratique, sur leurs coreligionnaires iraniens – un pays où la société civile est fatiguée du pouvoir des *mollahs*, l'un des rares dans le monde où les mosquées sont quasiment vides, mais où les classes moyennes ont peur de passer à l'action car le régime leur re-

distribue suffisamment de revenus issus de la rente pétrolière pour acheter leur acquiescement politique et prévenir toute révolte – qui se paie du prix d'une impitoyable répression. En ce sens, un Irak chiïte et pro-occidental deviendrait un ferment de désagrégation de l'Iran voisin – avec lequel les flux humains sont permanents : les dirigeants du clergé, dont les lieux saints les plus révéérés sont situés avant tout à Najaf et Kerbala en Irak, mais aussi à Qom en Iran, circulent entre ces différents pôles. Le grand ayatollah Ali al Sistani – le plus haut dignitaire du chiïsme irakien et mondial, basé à Najaf – est d'origine iranienne, et s'exprime en arabe avec un fort accent persan. Cette menace a été perçue très tôt par les dirigeants de Téhéran, et afin d'empêcher Washington de jouer trop facilement la « carte chiïte » en Irak, ils ont, grâce aux nombreux « gardiens de la révolution » iraniens, ou *pasdarans* infiltrés à travers une frontière poreuse, accordé un appui sans faille à l'armée du Mahdi du jeune Moqtada al Sadr. Celui-ci, fils d'un ayatollah tué par le régime de Saddam en 1999 et qui avait organisé la jeunesse urbaine pauvre chiïte, notamment dans le quartier populaire de Bagdad qui porte désormais son nom – *médinet Sadr* –, a tenté de mobiliser la masse chiïte sur le modèle de Khomeini en Iran en 1978-79. Mélant populisme et anti-impérialisme, Moqtada al Sadr a réussi à soulever les

« gueux » du Bagdad populaire (chiïtes pour l'essentiel) et la population déshéritée du sud irakien où se trouvent les villes saintes (entièrement chiïtes) au cours du printemps et de l'été 2004, escomptant contrôler le séminaire religieux de Najaf, ou *hawza* que supervise le grand ayatollah Sistani. Face au quiétisme politique prôné par celui-ci (attitude communément désignée par l'expression arabe *hawza samita* ou « séminaire silencieux »), Al Sadr s'est fait le porte-parole d'une *hawza natiqa* – ou « séminaire loquace ». Mais le coup de force a échoué en définitive, avec le retour soigneusement mis en scène de Sistani depuis Londres – où il était parti subir un traitement médical – sur Najaf, à la fin du mois d'août 2004, événement dramatisé propice à une manifestation d'allégeance massive des fidèles chiïtes à sa personne, qui a contraint le jeune Moqtada al Sadr à rentrer dans le rang et à mettre fin au soulèvement de ses partisans.

A cette occasion s'est exprimée la structure hiérarchisée du chiïsme, contrairement à l'islam sunnite où il n'existe pas véritablement de clergé organisé, seulement des clercs ou oulémas assez indépendants les uns des autres. Dans le monde chiïte, où les grands ayatollahs,

généralement très âgés, sont révéés comme des « sources d'imitation » – ou *marja* – dotés d'une sorte d'infaillibilité pontificale (qui rappelle celle du pape, à cette différence près que le chiisme compte plusieurs *marjas* simultanément), il est malaisé de mobiliser la religion dans une perspective politique lorsque l'on ne dispose pas d'un capital religieux acquis au cours de longues années d'étude sanctionnées par les pairs. Khomeïni lui-même, qui n'était pas l'ayatollah le plus ancien dans le grade le plus élevé, avait dû combattre les autres dignitaires chiïtes (qu'il parvint à mettre en résidence surveillée à Qom) pour s'emparer du pouvoir en 1979, puis consolider celui-ci ; mais il disposait néanmoins d'un réseau et d'un charisme, et surtout d'un âge bien plus élevé que Al Sadr, dont la date de naissance est tenue secrète et ne remonte guère avant le milieu des années soixante-dix.

Après l'échec de l'insurrection de l'armée du Mahdi, tant Sistani que Al Sadr ont annoncé leur disponibilité à participer aux élections législatives qui se sont tenues fin janvier 2005, et ont abouti à la victoire d'une liste chiïte parrainée par Sistani, en coalition avec une liste kurde, les sunnites s'étant massivement abstenus et se trouvant donc sous-représentés au Parlement. Cela manifeste la disponibilité des instances chiïtes à jouer un rôle de premier plan dans l'Irak post-Saddam, qui était entièrement contrôlé par les arabes sunnites – comptant 18 % de la population, alors que les chiïtes dépassent les 60 % – le reste se répartissant entre des kurdes en nombre légèrement supérieur aux arabes sunnites et des minorités chrétiennes ou yézidi.

C'est là l'une des inquiétudes des anciennes élites sunnites, marquées par leur collaboration avec Saddam, qui s'efforcent aujourd'hui de se refaire une légitimité nationaliste en luttant contre l'occupant américain dans le bastion sunnite de Fallouja, désormais investi par les troupes de Washington, ou dans les quartiers sunnites de Mossoul, la métropole multi-confessionnelle et multi-ethnique du nord de l'Irak où sont nés les Frères musulmans irakiens dans les années trente. Si l'avenir politique de l'Irak, quelles que soient les vicissitudes de l'occupation américaine, semble désormais passer par sa majorité chiïte, celle-ci devra faire une place à l'ancienne minorité sunnite dominante, aux kurdes, et prendre garde à ses voisins si l'Irak doit perdurer comme un Etat unifié. La naissance d'un « arc chiïte » qui s'étendrait de l'Irak au Liban a été en effet perçue avec appréhension tant par le roi Abdallah de Jordanie que par les islamistes radicaux – Abou Mous'ab al Zarqawi, qui se présente comme le représentant d'Al Qaida en Irak, attaque les chiïtes à longueur de communiqués, et les chiïtes d'Irak sont aujourd'hui la cible privilégiée des attentats à l'explosif qui scandent la vie quotidienne de massacres. Or, la perpétuation de la violence a pour conséquence, à ce jour, d'empêcher le fonctionnement des institutions de l'Etat en Irak. Sans retour à la paix civile, le « modèle démocratique » irakien, voulu par Washington pour ser-



Source : <http://www.lib.alexcar.edu>

vir d'exemple à imiter aux autres Etats arabes de la région, ne peut avoir de force d'attractivité et permet aux régimes autoritaires des pays voisins de faire valoir par contraste leur capacité à assurer la paix sociale. De plus, le pétrole ne peut être exploité ni exporté de manière significative, et les velléités d'user des exportations irakiennes pour relativiser l'hégémonie saoudienne en ce domaine s'éloignent dans un avenir incertain. Les USA l'ont compris, qui désormais ont mis une sourdine à leurs critiques contre Riyad, et ménagent leur allié traditionnel, en dépit de la crise née du 11-S.

Pour l'heure, le règne de la terreur qui secoue l'Irak inhibe ses capacités à devenir un ferment du changement régional dans le sens de la « démocratisation » définie et pensée par la vision néo-conservatrice du Proche-Orient. Il est au contraire le lieu où se met en place le jeu d'influence des voisins : les Etats sunnites font valoir leur capacité de jouer les bons offices pour résorber l'insurrection, et l'Iran, un temps menacé par l'émergence de Najaf comme pôle opposé à Qom, et par l'émancipation des lieux saints du chiisme par rapport aux dirigeants de Téhéran, a mis à profit les incertitudes du pouvoir à Bagdad pour faire élire un certain nombre de ses affidés dans la liste parrainée par Sistani, tandis que dans les quartiers déshérités chiïtes, l'influence d'Al Sadr reste prépondérante. Plus que jamais, le défi pour Washington consiste à réintégrer dans le système politique les élites sunnites, sans la participation desquelles l'Irak risque de mériter de nouveau le surnom traditionnel qui fut le sien dans la tradition arabe, l'ingouvernable « dar al fitna », ou domaine de la « fitna », de la discorde, de la guerre civile et du chaos. ■